



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Fondation Internationale
pour les Systèmes Electoraux

Les Partis Politiques

Gilles Saphy, Expert Electoral

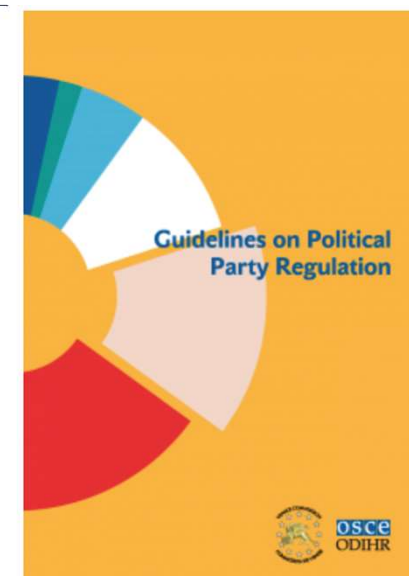
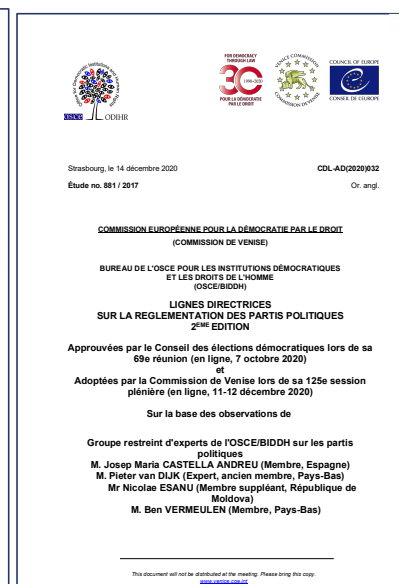
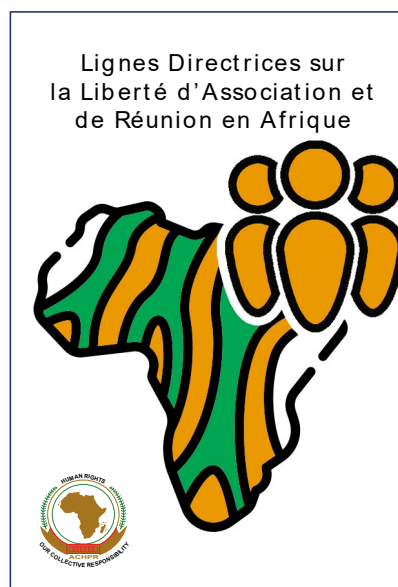
Fevrier 2023



Rôle des partis politiques

Ressources sur les partis politiques

- Commission de Venise, *Lignes directrices sur la réglementation des partis politiques* (2.ed. 2020)
- OSCE, Guidelines on Political Party Regulations 2011
- ACHR Lignes Directrices sur la Liberté d'Association et de Réunion en Afrique



Définitions



Commission de Venise, *Lignes directrices sur la réglementation des partis politiques* (2.ed. 2020)

Un parti politique est une **association libre d'individus**, dont l'un des objectifs est d'exprimer la volonté politique du peuple en cherchant à **participer à la gestion de la vie publique** d'un pays et à l'influencer, notamment par la présentation de candidats aux élections



Le rôle des partis politiques

Les partis politiques ont un rôle pluriel; ils sont en même temps:

1. Un véhicule pour l'exercice de la liberté d'association (liberté individuelle)
2. Un véhicule d'expression et de représentation de la pluralité des opinions (rôle systémique)

Le rôle des partis politiques

Les partis sont **des organisations bénévoles et privées**, mais en même temps ils jouent un rôle essentiel dans la **sphère publique** et semblent offrir un **service public** ou au moins pour répondre à un intérêt public.

(Ingrid van Biezen, *Political Parties as Public Utilities*, Party Politics, Vol.10.6, Nov. 2004)

Le rôle des partis politiques

- 1) **Associations privées**, les partis politiques doivent être protégés en tant qu'expression du droit **droit des individus** de former librement des associations
- 2) En tant **qu'acteurs publics essentiels à la vie démocratique**, les partis peuvent bénéficier de **privilèges spécifiques** dont ils sont **redevables**, par exemple: financements publics, accès gratuit aux médias pendant la campagne, accès facilité aux scrutins, exercice facilité de la liberté de réunion, monopole de l'usage d'un nom, etc.

Le rôle des partis politiques

Le cadre juridique doit donc trouver un **équilibre** entre :

- Protéger les droits individuels et le principe d'autonomie des partis
- Réguler les partis politiques dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer une gouvernance démocratique efficace, représentative et équitable.

Diverses Approches

Grandes **variations** dans les approches nationales entre **deux pôles**:

- **Approche libérale** : primauté à une grande liberté laissée aux partis politiques dans leur fonctionnement interne et externe
- **Approche démocratique – égalitaire**: primauté à la démocratie interne et à l'équité dans la concurrence politique

Droits, Libertés et Principes

Droits et Libertés

- Liberté d'expression
- Liberté d'association
- Liberté de manifester
- Égalité

Principes:

- Pluralisme
- Égalité devant la loi
- Démocratie interne

Normes internationales

Normes internationales



- Reconnaissance de la **liberté d'association** en droit international relatif aux droits de l'homme.
- Mais **peu de normes spécifiques** portant sur les partis politiques

Normes internationales

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1966

Article 22

1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.
2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont **nécessaires** dans une société démocratique, **dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public**, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ce droit par les membres des forces armées et de la police.

Clause de limitation:

Le test en trois parties:

Toute restriction à l'exercice de la liberté d'association doit:

- *Être prévue par la loi*
- *Poursuivre un objectif légitime*
- *Être nécessaire dans une société démocratique*

Normes internationales

Observation générale 25 du Comité des droits de l'Homme de l'ONU

Paragraphe 27 : Le droit à la liberté d'association, qui comprend le droit de constituer des organisations et des associations s'intéressant aux affaires politiques et publiques est un élément accessoire essentiel pour les droits protégés par l'article 25. **Les partis politiques et l'appartenance à des partis jouent un rôle important dans la direction des affaires publiques et dans le processus électoral. Les Etats devraient veiller à ce que, dans leur gestion interne, les partis politiques respectent les dispositions applicables de l'article 25** pour permettre aux citoyens d'exercer les droits qui leur sont reconnus dans cet article.

Normes internationales



Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

Article 10

1. Toute personne a le droit de constituer librement des associations avec d'autres, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association sous réserve de l'obligation de solidarité prévue à l'article 29.

Clause de limitation:

Article 27 de la Charte

2. Les droits et les libertés de chaque personne s'exercent dans le respect du droit d'autrui, de la sécurité collective, de la morale et de l'intérêt commun.

Normes internationales



Dispositions spécifiques aux partis politiques :

Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007)

Article 3, les États parties se sont engagés à ..

« renforcer le pluralisme politique et reconnaître le rôle, les droits et les responsabilités des partis politiques légalement constitués, y compris les partis politiques d'opposition, qui devraient avoir un statut en vertu du droit national. »

Normes internationales



Dispositions spécifiques aux partis politiques :

PROTOCOLE SUR LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE (CEDEAO)

Article 1

i) Les **partis politiques se créent et exercent librement leurs activités** dans le cadre des lois en vigueur.

Leur formation et activités ne doivent avoir pour fondement aucune considération raciale, ethnique, religieuse, ou régionale. Ils participent librement et sans entrave ni discrimination à tout processus électoral. La liberté d'opposition est garantie.

Chaque Etat peut mettre en place un système de financement des partis politiques, sur des critères déterminés par la loi.

Exemples de cadre juridique

Une approche égalitaire

Pays	Constitution	Législation
Allemagne	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Obligation de démocratie interne	Loi spécifique Obligation de démocratie interne, conditions pour les financements publics, obligations de redevabilité
Espagne	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Obligation de démocratie interne	Loi spécifique Régule la démocratie interne Prohibition des partis qui justifient la violence et soutiennent les activités de groupes terroristes

Une approche libérale

Pays	Constitution	Législation
Royaume-Uni	Aucune norme constitutionnelle (Human Rights Act 1998)	Loi sur les partis politiques , les élections et les referendums (créé la Commission électorale) Obligation d'enregistrement , obligations de redevabilité concernant les financements
Belgique	Liberté d'association	Aucune loi spécifique. Quelques dispositions dans la législation sur les dépenses et financements électoraux Aucune obligation d'enregistrement

Pays	Constitution	Législation
Afrique du Sud	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Financement étatique	Loi sur la Commission électorale Enregistrement obligatoire (Commission électorale) Prohibition des partis poursuivant des objectifs sur base raciste, ethnique, sexiste, de genre, de religion d'orientation sexuelle, d'âge, de handicap, de croyance, de conscience, de culture ou de langue
Côte d'Ivoire	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Prohibition des partis sur bases régionales, confessionnelles, tribales, ethnique, ou raciale Financement public	Loi sur les partis et groupements politiques Loi sur les financements politiques
Éthiopie	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Obligation de démocratie interne	Régulés par la loi électorale Enregistrement obligatoire par la commission électorale 10.000 membres minimum

Pays	Constitution	Législation
Ghana	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Accès égal aux médias publics Prohibition des partis à base raciste, ethnique, ou territoriale Partis ne peuvent pas participer aux élections locales	Loi spécifique Enregistrement obligatoire (Commission électorale) Obligation de démocratie interne
Guinée	(Constitution de 2010) Droit de former des associations Prohibition des partis sur bases raciale, ethnique, religieuse ou régionales, Les droits des partis politiques de l'opposition	Loi spécifique (Charte des partis politiques) Enregistrement par le Ministère de l'administration territoriale
Kenya	Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques Obligation de démocratie interne Prohibition des partis poursuivant des objectifs à base raciste, religieuse, ethnique, sexiste, etc.	Loi spécifique Enregistrement obligatoire (AAI) Au moins 1000 membres d'au moins 24 des 47 comtés. Égalité des sexes (quotas) Perte de l'enregistrement si le parti ne présente pas de candidat dans deux élections consécutives.

Pays	Constitution	Législation
Liberia	<p>Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques</p> <p>500 membres dans au moins six des 15 comtés chacun</p> <p>Enregistrement par la commission électorale nationale</p> <p>Obligation de démocratie interne</p>	<p>Régulés par la loi électorale</p> <p>Contrôle des activités des partis par la commission électorale</p>
Mozambique	<p>Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques</p> <p>Obligation de démocratie interne</p>	<p>Loi sur les partis politiques</p>

Pays	Constitution	Législation
Namibie	<p>Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques</p>	<p>Régulés par la loi électorale</p> <p>Enregistrement obligatoire (Commission électorale)</p> <p>3500 signatures d'électeurs (500 d'au moins 7 des 14 régions)</p> <p>Prohibition des messages et actes violents, des discriminations sur base de race, ethnicité, sexe, religion ou statut social</p>
Nigeria	<p>Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques</p> <p>Prohibition des partis à base raciste, ethnique, ou territoriale</p> <p>Obligation de démocratie interne</p>	<p>Régulés par la loi électorale</p> <p>Enregistrement obligatoire et contrôle par la commission électorale (INEC)</p> <p>Système de démocratie interne</p>

Pays	Constitution	Législation
Sénégal	<p>Droit de former des partis politiques et d'appartenir à des partis politiques</p> <p>Égalité entre partis politiques, et statut de l'opposition</p> <p>Prohibition des partis à base raciste, religieuse, ethnique, sexiste, de langue ou de territoire</p>	<p>Législation très libérale</p> <p>Création sous la forme d'associations</p> <p>Loi de 1981 (multipartisme intégral) sur leurs droits et obligations</p>
Tanzanie	<p>Multipartisme, liberté d'association</p> <p>Prohibition des partis qui poursuivent des intérêts religieux, ethniques, tribaux, ethniques, territoriaux, et qui promeuvent la dissolution de la république</p>	<p>Loi sur les partis politiques</p> <p>Enregistrement obligatoire (Commission électorale)</p> <p>200 membres provenant de 10 régions sur 26 dont deux régions de Zanzibar.</p>

Jurisprudence

Cour Africaine des droits de l'homme, Affaire Ajavon c. République du Bénin (2020)

Homme d'affaire et candidat à l'élection présidentielle de 2016, arrêté après la découverte de drogue dans un conteneur destiné à sa société

Sur la violation alléguée du droit à la liberté d'association en lien avec les dispositions de la loi 2018-23 du 17 septembre 2018 portant charte des partis politiques (la charte des partis politiques), la Cour a souligné que le fait pour l'Etat défendeur d'exiger un nombre **minimum de personnes pour créer un parti politique ne constitue** pas, per se, une violation du droit à la liberté d'association. Il en est de même de l'opportunité dont dispose le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique pour dénoncer au le procureur de la République tout fait non conforme à la charte des partis politiques aux fins de dissolution d'un parti politique, dans la mesure où ladite dissolution ne peut être prononcée que par un tribunal et non par le procureur de la République.

Jurisprudence

Cour Africaine des droits de l'homme, Affaire Ajavon c. République du Bénin (2020)

(suite)

Sur la violation alléguée de l'article 1(i) du Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, la Cour a estimé qu'une telle allégation devrait plutôt être examinée sous l'angle du droit à la liberté d'association protégée par l'article 10 de la Charte. La Cour a estimé qu'à travers l'article 27 alinéa 2 de la charte des partis politiques aux termes duquel « tout parti politique perd **son statut s'il ne présente pas de candidats à deux élections législatives** », l'**Etat défendeur** a violé le droit à la liberté d'association protégé par l'article 10 de la charte.

Jurisprudence

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Tanganyika Law Society et al. c. The United Republic of Tanzania, 14 juin 2013

Un amendement constitutionnel interdit les candidats indépendants. Il oblige les candidats à être membres d'un parti et à avoir le soutien de celui-ci.

" 98. Il est impératif de préciser ici que **les droits garantis par la Charte, comme indiqué dans l'Article 13 (1) sont des droits individuels. Ils ne sont pas censés être exercés uniquement en association avec d'autres individus** ou groupe d'individus tels que les partis politiques.

109. (...) Ayant ratifié la Charte, l'Etat défendeur a l'obligation d'adopter des lois conformes aux intentions et objectifs de la Charte. Ainsi, c'est l'avis de la Cour que, alors que ladite clause [art. 13] prévoit l'adoption de règles et de règlements pour la jouissance des droits qui y sont énoncés, ces règles et règlements ne peuvent réduire à néant les droits et les libertés qu'ils ont pour rôle de réglementer.

(...) Dans la mesure où, ladite clause réserve au citoyen le droit de participer directement ou par l'intermédiaire de représentants au gouvernement, une loi qui oblige le citoyen à appartenir à un parti politique avant qu'elle puisse devenir un candidat à la présidentielle est une entrave inutile qui nie aux citoyens le droit de participation directe et constitue une violation."



Je vous remercie de votre attention

Gilles Saphy: gsaphy@ifes.org